

N° 5307

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la sécurité générale des produits

* * *

(Dépôt: le 9.3.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (6.2.2004)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	4
4) Commentaire des articles	8

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de l'Economie est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relative à la sécurité générale des produits.

Palais de Luxembourg, le 6 février 2004

Le Ministre de l'Economie,

Henri GRETHEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi vise à transposer la directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits (ci-après la directive 2001/95) qui révisé la directive 92/59/CE du 29 juin 1992 relative à la sécurité générale des produits (ci-après la directive 92/59). Il procède à une refonte de la loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits (Mémorial A No 76 du 1er octobre 1997). Du fait qu'une modification de la loi actuelle s'avère relativement difficile, celle-ci sera abrogée par le nouveau projet, tout comme la directive 2001/95 abrogera la directive 92/59 en date du 15 janvier 2004.

L'article 16 de la directive 92/59 prévoit une révision et une adaptation éventuelle de ladite directive quatre ans après la date fixée pour la mise en œuvre dans les pays membres de l'Union européenne.

Par la loi actuelle, la Direction de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs est devenue membre du comité d'urgence et a été reliée au réseau RAPEX. Ce réseau regroupe tous les Etats membres qui, par ce biais, transmettent des notifications sur des produits dangereux aux autres Etats membres. Chaque année, le nombre des notifications est croissant. Il culmine à 152 notifications pour l'année 2002. A côté des notifications, des enquêtes sectorielles ont été lancées pour différents produits, jugés dangereux et des mesures ont été prises à leur égard. Ainsi, après l'interdiction au niveau européen de jouets et articles de puériculture contenant des phtalates, un arrêté ministériel du 13 janvier 2000 a suspendu la mise sur le marché et la vente de certains jouets et articles de puériculture destinés à être mis en bouche par des enfants de moins de trois ans. Une vaste enquête et des communiqués de presse dans les journaux luxembourgeois ont accompagné cette action. D'autres enquêtes importantes ont été réalisées, notamment sur l'affichage de certains risques d'utilisation sur les boîtes des tampons ou sur les briquets, sur le fluorure d'hydrogène, sur les pointeurs lasers et sur certains pneus d'automobiles, jugés responsables pour différents accidents aux Etats-Unis. Des réunions semestrielles au sein du Comité d'Urgence, instauré par la Commission européenne, permettent aux responsables des Etats membres de se concerter régulièrement.

Le nouveau projet tient compte de la volonté du Conseil et du Parlement européen de „compléter, renforcer ou clarifier certaines de ses dispositions à la lumière de l'expérience acquise et des évolutions récentes et significatives dans le domaine de la sécurité des produits de consommation“ (considérant No 1 de la directive 2001/95).

*

1. CHAMP D'APPLICATION DU PROJET DE LOI

La directive 2001/95 et le nouveau projet de loi gardent leur caractère horizontal en faisant tomber dans leur champ d'application tous les produits, y compris ceux qui sont fournis dans le cadre d'une prestation de services. L'article 1er, paragraphe 2, dispose que le présent projet de loi s'applique pour autant qu'il n'existe pas, dans le cadre de réglementations communautaires ou nationales, de dispositions spécifiques régissant la sécurité des produits concernés et visant le même objectif. Lorsque des produits sont couverts par des prescriptions de sécurité spécifiques imposées par la législation communautaire, le présent projet s'applique seulement pour les aspects et les risques ou catégories de risques qui ne sont pas couverts par ces prescriptions.

Dans ce contexte, il faut noter que si une loi précise était moins protectrice que la présente loi, la loi sur la sécurité générale serait quand-même applicable.

Cette définition permet de „combler les lacunes, en particulier dans l'attente de la révision de la législation spécifique existante, ainsi que de compléter les dispositions de la législation spécifique existante ou future“ (considérant No 5 de la directive 2001/95).

De la même façon que la loi actuelle, le nouveau projet de loi sur la sécurité générale des produits comporte des dispositions relatives aux obligations générales des producteurs et des distributeurs.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi vise, tout comme la loi du 27 août 1997, à assurer que les produits mis sur le marché sont sûrs. Le terme de produit sûr est défini comme „tout produit qui, dans des conditions d'utilisation normales ou raisonnablement prévisibles, ne présente aucun risque“ (article 2, point b), du projet de loi).

Plusieurs dispositions de la loi permettent au pouvoir exécutif de prévoir une réaction rapide au niveau national en cas de risque grave pour la santé ou la sécurité des consommateurs par l'introduction de certains moyens d'action tel que le rappel d'un produit. Il s'agit là du „retour d'un produit dangereux que le producteur ou le distributeur a déjà fourni au consommateur ou mis à sa disposition“ (article 2, point g), du projet de loi).

*

3. LES OBLIGATIONS NOUVELLES DES PRODUCTEURS ET DES DISTRIBUTEURS

Comme dans la loi du 27 août 1997, les producteurs ont l'obligation de ne mettre sur le marché que des produits sûrs. Pour permettre de prendre des mesures adéquates en cas d'utilisation d'un produit présentant des risques pour la santé ou la sécurité du consommateur, le produit ou son emballage doit être muni d'une indication de l'identité et des coordonnées du producteur ainsi que de la référence du produit et du lot auquel il appartient.

Les producteurs sont obligés de prendre des mesures pour être informés sur les risques liés à un produit, de fournir aux consommateurs les informations utiles et de prévoir le cas échéant le retrait volontaire du produit concerné afin de prévenir des accidents.

Les distributeurs voient leur rôle en matière de sécurité précisé et accru. Leur obligation de participer au suivi de la sécurité des produits implique notamment la tenue et la fourniture des documents nécessaires pour tracer l'origine des produits.

Lorsque les producteurs ou les distributeurs sont en possession d'informations qui permettent de révéler des risques incompatibles avec l'obligation générale de sécurité, ils sont tenus d'en informer les autorités compétentes. De même, ils doivent collaborer, à la requête des autorités compétentes, aux actions engagées afin d'éviter les risques que présentent les produits mis sur le marché. Ceci constitue une suite logique à la responsabilité des producteurs et des distributeurs quant à la sécurité des produits fournis par eux.

Les producteurs et distributeurs sont obligés de communiquer toutes les informations nécessaires au sujet des produits dangereux aux autorités compétentes. Celles-ci comprennent tous les renseignements utiles, notamment ceux permettant d'identifier le produit et le risque que constitue ce produit. Cette disposition est comprise dans l'annexe I de la directive 2001/95 et elle est également intégrée dans le texte de loi.

*

4. LES AUTORITES CHARGEES DE L'APPLICATION DE LA LOI

Tout comme dans la loi du 27 août 1997, le ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs est autorisé à contrôler la sécurité des produits par la surveillance et la vérification des produits en vente sur le marché national, sans préjudice des compétences des ministres chargés de la sécurité de certaines catégories de produits (notamment ceux qui exercent la tutelle sur le Laboratoire National de Santé et l'Inspection du Travail et des Mines).

Par le nouveau projet de loi le ministre ayant dans ses attributions la protection des consommateurs est expressément habilité à mettre en garde les consommateurs vis-à-vis des risques des produits non sûrs. Il peut non seulement ordonner le retrait d'un produit, mais également procéder au retrait dudit produit en vue d'assurer une protection rapide du consommateur. Le point f) de l'article 6 de la loi permet au ministre d'organiser outre le retrait du produit dangereux son rappel avec la coopération des producteurs et distributeurs.

Les dispositions pénales initialement prévues à la loi du 27 août 1997 ont été reconduites dans le présent projet de loi.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Chapitre Ier.— *Champ d'application et définitions*

Art. 1er.— (1) La présente loi s'applique à tous les produits définis à l'article 2, point a).

(2) Les dispositions de la présente loi s'appliquent pour autant qu'il n'existe pas, dans le cadre de réglementations communautaires ou nationales, des dispositions spécifiques régissant la sécurité des produits concernés et visant le même objectif.

Lorsque des produits sont couverts par des prescriptions de sécurité spécifiques imposées par la législation communautaire ou nationale, la présente loi s'applique seulement pour les aspects et les risques ou catégories de risques qui ne sont pas couverts par ces prescriptions. En conséquence, l'article 2, points b) et c) et les articles 3 et 4 ne s'appliquent pas à ces produits, pour ce qui est des risques ou catégories de risques couverts par la législation spécifique. Les articles 5 à 6 s'appliquent, sauf s'il existe des dispositions spécifiques régissant les aspects couverts par lesdits articles et visant le même objectif.

Art. 2.— Au sens de la présente loi, il faut entendre par:

a) „produit“, tout produit qui – également dans le cadre d'une prestation de services – est destiné aux consommateurs ou susceptible, dans des conditions raisonnablement prévisibles, d'être utilisé par les consommateurs, même s'il ne leur est pas destiné, et qui est fourni ou mis à disposition dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit, qu'il soit à l'état neuf, d'occasion ou reconditionné.

Cependant, la présente loi ne s'applique pas aux produits d'occasion qui sont fournis en tant qu'antiquités ou en tant que produits devant être réparés ou reconditionnés préalablement à leur utilisation, pour autant que le fournisseur en informe clairement la personne à laquelle il fournit le produit.

b) „produit sûr“, tout produit qui, dans des conditions d'utilisation normales ou raisonnablement prévisibles, y compris de durée et, le cas échéant, de mise en service, d'installation et de besoins d'entretien, ne présente aucun risque ou seulement des risques réduits à un niveau bas compatibles avec l'utilisation du produit et considérés comme acceptables dans le respect d'un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité des personnes, compte tenu, en particulier:

- des caractéristiques du produit, notamment sa composition, son emballage, ses conditions d'assemblage, et, le cas échéant, d'installation et d'entretien;
- de l'effet du produit sur d'autres produits au cas où on peut raisonnablement prévoir l'utilisation du premier avec les seconds;
- de la présentation du produit, de son étiquetage, des avertissements et des instructions éventuels concernant son utilisation et son élimination ainsi que de toute autre indication ou information relative au produit;
- des catégories de consommateurs se trouvant dans des conditions de risque au regard de l'utilisation du produit, en particulier les enfants et les personnes âgées.

La possibilité d'atteindre un niveau de sécurité supérieur ou de se procurer d'autres produits présentant un risque moindre ne constitue pas une raison suffisante pour considérer un produit comme dangereux.

c) „produit dangereux“, tout produit qui ne répond pas à la définition de „produit sûr“ figurant au point b);

d) „risque grave“, tout risque grave, y compris ceux dont les effets ne sont pas immédiats, qui nécessite une intervention rapide des autorités publiques;

e) „producteur“,

- le fabricant du produit, lorsqu'il est établi dans la Communauté européenne, et toute autre personne qui se présente comme fabricant en apposant sur le produit son nom, sa marque ou un autre signe distinctif, ou celui qui procède au reconditionnement du produit;
- le représentant du fabricant, lorsque celui-ci n'est pas établi dans la Communauté européenne, ou, en l'absence de représentant établi dans la Communauté, l'importateur du produit;

- les autres professionnels de la chaîne de commercialisation, dans la mesure où leurs activités peuvent affecter les caractéristiques de sécurité d'un produit;
- f) „distributeur“, tout professionnel de la chaîne de commercialisation dont l'activité n'a pas d'incidence sur les caractéristiques de sécurité du produit;
- g) „rappel“, toute mesure visant à obtenir le retour d'un produit dangereux que le producteur ou le distributeur a déjà fourni au consommateur ou mis à sa disposition;
- h) „retrait“, toute mesure visant à empêcher la distribution et l'exposition d'un produit dangereux ainsi que son offre au consommateur;
- i) „agents“, les fonctionnaires et employés de l'Etat visés à l'article 5 de la présente loi.

Chapitre II.– *L'obligation générale de sécurité et les critères d'évaluation de conformité*

Art. 3.– (1) Les producteurs sont tenus de ne mettre sur le marché que des produits sûrs.

(2) Un produit est considéré comme étant sûr quand, en l'absence de dispositions communautaires spécifiques régissant la sécurité du produit en cause, il est conforme aux réglementations nationales qui fixent les exigences auxquelles le produit doit répondre sur le plan de la santé et de la sécurité pour pouvoir être commercialisé.

Un produit est présumé sûr, pour les risques et les catégories de risques couverts par les normes nationales concernées, quand il est conforme aux normes nationales non obligatoires transposant des normes européennes publiées au Journal officiel des Communautés européennes en application de l'article 4 de la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits.

(3) Dans les circonstances autres que celles visées au paragraphe 2, la conformité d'un produit à l'obligation générale de sécurité est évaluée en prenant en compte notamment les éléments suivants quand ils existent:

- a) les normes nationales non obligatoires transposant des normes européennes autres que celles visées au paragraphe 2;
- b) les normes établies dans l'Etat membre où le produit est commercialisé;
- c) les recommandations de la Commission européenne établissant des orientations concernant l'évaluation de la sécurité des produits;
- d) les codes de bonne conduite en matière de sécurité des produits en vigueur dans le secteur concerné;
- e) l'état actuel des connaissances et de la technique;
- f) la sécurité à laquelle les consommateurs peuvent raisonnablement s'attendre.

(4) La conformité d'un produit aux critères visant à garantir l'obligation générale de sécurité, en particulier aux dispositions visées aux paragraphes 2 ou 3, n'empêche pas les autorités compétentes de prendre les mesures opportunes pour restreindre sa mise sur le marché ou demander son retrait du marché ou son rappel si, nonobstant cette conformité, le produit se révèle dangereux.

Chapitre III.– *Autres obligations des producteurs et obligations des distributeurs*

Art. 4.– (1) Les producteurs doivent dans la limite de leurs activités respectives:

- a) fournir au consommateur les informations utiles qui lui permettent d'évaluer les risques inhérents à un produit pendant sa durée d'utilisation normale ou raisonnablement prévisible, lorsque ceux-ci ne sont pas immédiatement perceptibles sans un avertissement adéquat, et de s'en prémunir. La présence d'un tel avertissement ne dispense pas du respect des autres obligations prévues par la présente loi;
- b) adopter des mesures proportionnées, en fonction des caractéristiques des produits qu'ils fournissent, leur permettant d'être informés sur les risques que ces produits pourraient présenter et d'engager les actions opportunes, y compris, si nécessaire pour éviter ces risques, le retrait du marché, la mise en garde adéquate et efficace des consommateurs et le rappel auprès des consommateurs. Les actions

sont engagées sur une base volontaire ou à la requête des autorités compétentes conformément à l'article 6, paragraphe (1), points e) et f). Le rappel intervient en dernier recours, lorsque d'autres actions ne suffisent pas à prévenir les risques encourus, dans le cas où les producteurs l'estiment nécessaire ou s'ils y sont tenus à la suite d'une mesure prise par l'autorité compétente. Il peut être mis en œuvre dans le cadre des codes de bonne conduite en la matière, quand ils existent.

Les mesures susmentionnées comprennent, par exemple:

- a) l'indication par le biais du produit ou de son emballage, de l'identité et des coordonnées du producteur ainsi que la référence du produit ou, le cas échéant, du lot de produits auquel il appartient, sauf dans les cas où l'omission de cette information est justifiée et,
- b) dans tous les cas où cela est approprié, la réalisation d'essais par sondage sur les produits commercialisés, l'examen des plaintes déposées et l'information des distributeurs sur le suivi de ces plaintes.

(2) Les distributeurs sont tenus d'agir diligemment pour contribuer au respect des obligations générales de sécurité applicables, en particulier, en ne fournissant pas de produits dont ils savent ou auraient dû savoir, sur la base des informations en leur possession et en tant que professionnels, qu'ils ne satisfont pas à cette obligation.

Ils doivent notamment, dans la limite de leurs activités respectives, participer au suivi de la sécurité des produits mis sur le marché, en particulier par la transmission des informations concernant les risques des produits, par la tenue et la fourniture des documents nécessaires pour tracer l'origine des produits ainsi que par la collaboration aux actions engagées par les producteurs et les autorités compétentes pour éviter ces risques. Dans les limites de leurs activités respectives, ils prennent les mesures qui leur permettent une collaboration efficace.

(3) Lorsque les producteurs et les distributeurs savent ou doivent savoir, sur la base des informations en leur possession et en tant que professionnels, qu'un produit qu'ils ont mis sur le marché présente pour le consommateur des risques incompatibles avec l'obligation générale de sécurité, ils en informent immédiatement le département du ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, désigné ci-après par „le ministre“. Ils lui communiquent au moins les informations suivantes:

- les renseignements permettant une identification précise du produit ou du lot de produits en question;
- une description complète du risque que présentent les produits concernés;
- toutes les informations disponibles, utiles pour tracer le produit;
- une description de l'action engagée afin de prévenir les risques pour les consommateurs.

(4) Les producteurs et les distributeurs, dans les limites de leurs activités respectives, collaborent avec les autorités compétentes, à la requête de ces dernières, pour les actions engagées afin d'éviter les risques que présentent les produits qu'ils fournissent ou ont fournis. Les procédures de telles coopérations sont établies par le département du ministre.

Chapitre IV.– Les autorités chargées de l'application de la loi

Art. 5.– (1) Sans préjudice des compétences du ministre de la Santé et du ministre du Travail et de l'Emploi, le ministre ayant la Protection des Consommateurs dans ses attributions, est habilité à faire contrôler la sécurité des produits.

(2) Outre les officiers de police judiciaire et les agents de la police grand-ducale, les agents du ministère ayant la protection des consommateurs dans ses attributions, de la carrière supérieure de l'administration et ceux de la carrière moyenne de l'administration, ayant au moins la fonction d'inspecteur, à désigner par le ministre, sont habilités de rechercher et de constater les infractions à la présente loi. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents ainsi désignés ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Avant d'entrer en fonction ils prêtent, devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile, le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité et de garder le secret des faits qui sont venus à ma connaissance dans ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions.“ L'article 458 du code pénal leur est applicable.

(3) Ils ont le droit d'investigation le plus large et sont notamment habilités à:

- a) organiser pour tout produit, même après sa mise sur le marché comme sûr, des vérifications appropriées des caractéristiques de sécurité des produits, sur une échelle suffisante jusqu'au dernier stade de l'utilisation ou de la consommation;
- b) réclamer pour tout produit aux parties concernées toutes les informations nécessaires;
- c) prélever des échantillons de produits pour les soumettre à des analyses relatives à la sécurité;
- d) interroger les parties intéressées et toutes autres personnes pouvant fournir des renseignements utiles;
- e) le cas échéant, appliquer, s'ils en sont requis par le ministre, les mesures prises en vertu de l'article 6 de la présente loi.

(4) Ils centralisent les informations sur les produits dangereux recueillies.

(5) En cas de constatation d'un manquement aux obligations spécifiques assumées au titre de la présente loi, les producteurs et distributeurs supportent solidairement les frais occasionnés par ces mesures, notamment les frais d'analyse et de destruction du produit.

Art. 6.– (1) Le ministre peut prendre une des décisions suivantes:

- a) soumettre la mise sur le marché d'un produit susceptible de présenter des risques dans certaines conditions, à des conditions préalables, de manière à le rendre sûr et à exiger que le produit soit pourvu des avertissements adéquats, rédigés de façon claire et facilement compréhensible, concernant les risques qu'il peut présenter;
- b) ordonner que les personnes susceptibles d'être exposées au risque découlant d'un produit soient averties de ce risque en temps utile et sous une forme appropriée, y compris par la publication d'avertissements spéciaux;
- c) interdire temporairement pour tout produit susceptible d'être dangereux, pendant la période nécessaire aux différents contrôles, vérifications et évaluations de la sécurité, de le fournir, de proposer de le fournir ou de l'exposer;
- d) interdire la mise sur le marché d'un produit ou d'un lot de produits qui s'est révélé dangereux et établir les mesures d'accompagnement requises pour assurer le respect de cette interdiction;
- e) ordonner ou organiser le retrait d'un produit dangereux déjà sur le marché et la mise en garde des consommateurs vis-à-vis des risques qu'il présente;
- f) ordonner ou coordonner ou, le cas échéant, organiser avec les producteurs et les distributeurs le rappel d'un produit auprès des consommateurs et sa destruction dans des conditions adéquates.

(2) La décision du ministre s'adresse, selon le cas

- au producteur;
- dans les limites de leur activité respective, aux distributeurs, notamment au responsable de la première distribution sur le marché national;
- à toute autre personne, lorsque ceci s'avère nécessaire, en vue de la collaboration aux actions engagées pour éviter des risques découlant d'un produit.

La décision du ministre doit être motivée et peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif qui doit statuer dans un délai d'un mois à partir du jour du dépôt de la requête.

La notification de la décision à la partie concernée est faite dans les délais les plus brefs et doit indiquer la voie de recours ainsi que le délai dans lequel ce recours doit être présenté.

Art. 7.– Les consommateurs et les autres parties intéressées peuvent présenter, par lettre recommandée, des réclamations au ministre pour ce qui concerne la sécurité des produits et les activités de surveillance et de contrôle.

Chapitre V. – Dispositions pénales

Art. 8.– Sont punis d'une amende de 251 € à 25.000 € les producteurs qui commettent une infraction aux articles 3 et 4 de la présente loi, ainsi que toute personne qui se soustrait aux mesures d'instruction prises par les agents en application de l'article 5.

Art. 9.– Sont punis d’une amende de 251 € à 25.000 € ou d’une peine d’emprisonnement de 8 jours à 1 année les producteurs et distributeurs qui ne se conforment pas aux décisions prises en application de l’article 6 par le ministre.

Chapitre VI.– *Disposition abrogatoire*

Art. 10.– La loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits est abrogée.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

L’article premier définit le champ d’application de la loi. En dehors des produits qui ne sont pas couverts par une législation ou une norme spécifique, la nouvelle loi vise également les catégories de dangers non prévus par les législations ou normes en question. La loi révisée permet d’élargir le champ d’action en complétant les réglementations et normes communautaires et nationales, qui ne s’appliquent qu’à certaines catégories de produits seulement du fait qu’il est difficile d’adopter une législation pour chaque article de consommation. Elle comble les lacunes dans les législations spécifiques existantes dans l’attente de la révision des législations en question.

Article 2

Les définitions des termes sont clarifiées et complétées par rapport à la loi du 27 août 1997 actuellement en vigueur.

La définition du terme „produit“ se voit complété:

- „également dans le cadre d’une prestation de services“, ce qui signifie que les produits fournis par un prestataire de services et utilisés par le consommateur sont également couverts par la présente loi;
- „susceptible, dans des conditions raisonnables prévisibles, d’être utilisé par les consommateurs, même s’il ne leur est pas destiné“: cette expression permet d’intégrer dans le champ d’application de la loi les produits initialement prévus pour un usage professionnel, mais qui ont ensuite migré vers le consommateur final privé, tels que les articles de bricolage et de jardinage.

Certains termes, tels que „produit sûr“, „produit dangereux“, et „risque grave“ sont ajoutés aux définitions. Les termes „rappel“ et „retrait“ définissent les mesures supplémentaires attribuées au ministre de l’économie à l’article 7.

Article 3

La sécurité d’un produit peut être évaluée en tenant compte des conditions suivantes:

- le produit est conforme aux réglementations nationales ou normes nationales non obligatoires transposant des normes européennes publiées;
- le produit se conforme aux normes luxembourgeoises;
- le produit respecte les recommandations concernant l’évaluation de la sécurité des produits établies par la Commission européenne;
- il respecte le code de bonne conduite en matière de sécurité des produits établi pour le secteur en question;
- il est conforme à l’état actuel des connaissances;
- il remplit les mesures de sécurité raisonnables pour un consommateur.

L’autorité compétente peut, malgré le respect de ces conditions, bloquer la mise sur le marché ou organiser le retrait d’un produit, si ce dernier se révèle dangereux.

Article 4

Au chapitre 3 les obligations des producteurs et distributeurs sont nouvellement définies. L’initiative des opérateurs économiques est d’une nécessité absolue pour évaluer et prévenir les risques auxquels les consommateurs sont soumis.

Les producteurs sont de ce fait invités à apposer sur le produit ou l'emballage des informations et une référence grâce auxquelles on peut identifier le producteur et le produit.

Les distributeurs, de leur part, doivent contribuer au respect des prescriptions de sécurité proportionnellement à leurs responsabilités respectives en permettant par exemple de tracer l'origine des produits.

Les producteurs et distributeurs doivent coopérer avec les agents désignés dans le cadre d'une prévention des risques et informer l'autorité compétente, le cas échéant, des dangers d'un produit.

Article 5

L'article 5, qui reprend l'article 7 de la loi actuelle, ne prévoit qu'un léger changement: les agents désignés par le ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions pour les enquêtes et vérifications peuvent, même après la commercialisation d'un produit considéré comme sûr, procéder à l'analyse des caractéristiques de sécurité du produit. En plus, l'article en question fait référence au ministre ayant la protection des consommateurs dans ses attributions en remplacement du ministre de l'économie.

Article 6

Tout comme l'article 8 de la loi actuelle du 27 août 1997, l'article 6 énumère les décisions ministérielles qui peuvent être prises sur base des informations saisies par les officiers de la police judiciaire. Les compétences du ministre sont élargies: il peut organiser le retrait d'un produit dangereux et informer le consommateur des risques que le produit en question présente. En plus, il appartient au ministre de procéder au rappel d'un produit dangereux auprès des consommateurs.

Article 7

La nouvelle loi permet aux consommateurs de prendre l'initiative en cas de découverte de produits dangereux sur le marché national. Ils peuvent de ce fait indiquer au ministre les dangers constatés sur les produits en question. Le ministère compétent informe les consommateurs des suites données à son intervention.

Article 8

L'article 8 fixe le montant des amendes en cas d'infraction aux articles 3, 5 et 6 de la présente loi. Le montant est fixé conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 1er août 2001 relative au basculement en euro le 1er janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives.

Article 9

L'article 9 fixe le même montant des amendes en cas de non-observation des décisions ministérielles.

Article 10

Les dispositions d'ordre général nécessaires à l'exécution de la loi seront prises par règlement grand-ducal.

